



29, BRUNNADERNRAIN
3006 BERNE SUISSE
TÉL. +41 (0)31 352 47 37 - FAX +41 (0)31 352 47 36
INFO@AMBACAMBERNE.CH

BERNE, LE 06. Juli 2018

COMMUNIQUE

Cher(es) Compatriotes

Comme vous le savez, notre pays traverse depuis 2016 une crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

A cet égard, j'ai l'honneur de vous faire connaître que, le Gouvernement vient de rendre public un

« **Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence dans les Région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest 2018-2019** ». Ce plan est le résultat de l'analyse des éléments de la situation faite par le Gouvernement sur le terrain.

Ainsi, la crise qui sévit actuellement dans les régions anglophones du Cameroun tire son origine des revendications d'enseignants et d'avocats d'expression anglaise, pour lesquelles le Gouvernement camerounais a, de concert avec ces deux corporations, apporté des réponses appropriées, allant parfois au-delà des attentes des partenaires sociaux.

Mais des extrémistes de la diaspora et leur relais locaux ont, par la suite, pris prétexte de ces revendications, pour conduire un funeste projet sécessionniste. Ils ont alors instauré un climat de peur et de tension, par le biais de la désinformation, la diffusion de messages de haine et l'incitation à la violence. Ils ont finalement suscité la création de bandes armées et enclenché des actes de terrorisme prenant pour cible le système scolaire, le tissu économique de cette zone, les autorités administratives et traditionnelles, les forces de défense et de sécurité, ainsi que les populations civiles, surtout celles des zones rurales de la région.

La terreur entretenue par ces bandes armées a conduit à des destructions et incendies d'environ 120 écoles, d'hôpitaux, d'infrastructures de base (pylônes de transmission des entreprises de télécommunication, enlèvement et assassinats des ouvriers chargés de la construction des routes etc). Des opérations « villes mortes » ont été imposées par la menace et l'intimidation, avec des conséquences immédiates sur les activités économiques et les revenus des ménages. Certaines industries de la zone (CDC, PAMOL) ont vu leurs activités paralysées et leur survie menacée. Tout ceci a conduit au déplacement de nombreuses populations à l'intérieur du territoire national (environ 74 000 personnes) et dans un pays voisin (presque 21 000 réfugiés). Les forces de sécurité et de défense ont été une cible privilégiée des terroristes. Les statistiques font état d'environ 123 attaques qui ont entraîné près de 84 morts au 11 juin 2018.

Le mode opératoire de ces sécessionnistes consiste à enrôler des enfants déscolarisés dans les milices, inciter à la violence à travers les réseaux sociaux. Ces enfants-soldats sont conditionnés par la consommation des stupéfiants et la soumission aux rituels magico-occultes. Il leur est imposé de commettre par la suite des atrocités, des viols sur les jeunes filles, et des sévices même sur les membres de leurs familles. Au cours des douze derniers mois, plus d'une centaine de civils ont été tués par ces semeurs de terreur. Ces derniers et leurs soutiens mènent à travers des réseaux sociaux, une campagne soutenue pour répandre la peur, la haine et la violence. Ils appellent à des attaques sur une base ethnique et linguistique. Cette campagne propagandiste sur internet est aussi alimentée par des « fake news » par lesquels les terroristes accusent les Forces de Défense et

internet est aussi alimentée par des « fake news » par lesquels les terroristes accusent les Forces de Défense et de Sécurité d'atrocités imaginaires. Ces fausses accusations, relayées parfois par des hommes politiques irresponsables en mal de notoriété, renforcent la psychose et dissuadent les populations ayant fui leurs villages, d'y revenir

Face à cette situation créée par ces hors-la-loi et ses conséquences humanitaires, le Gouvernement, conscient de ses responsabilités en matière de protection des citoyens et de leurs biens, a entrepris deux types d'actions.

Dans un premier temps, il a axé ses efforts sur le rétablissement de la sécurité afin de créer les conditions permettant aux déplacés et réfugiés de retourner dans leurs lieux de résidence habituels. Ces efforts commencent à porter des fruits et se poursuivront. Dans un second temps, le Gouvernement, soucieux de la condition des populations en détresse, a déployé des équipes sur le terrain dans les régions en crise et même au-delà, afin d'évaluer la situation humanitaire et y apporter une assistance urgente, ciblée et appropriée à ces populations.

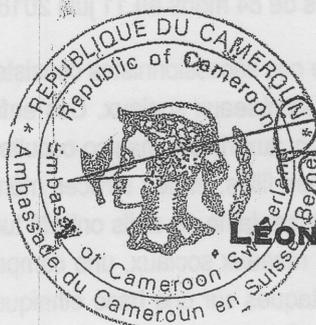
Ce travail de terrain a débouché sur l'élaboration d'un document intitulé 'Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence dans les Région du Nord-Ouest et du Sud-Ouest 2018-2019'. Ce Plan d'Assistance Humanitaire d'Urgence, doté d'un budget prévisionnel de 12,7 milliards de FCFA (22,3 millions de CHF environ), vise à intervenir dans une diversité de domaines (sanitaire, agro-pastoral, éducatif, habitat et protection des couches vulnérables) qui permettraient, à terme, de porter secours aux populations victimes des exactions et garantir ainsi leur paix, leur sécurité et leur stabilité. Son financement sera assuré par le budget de l'Etat, l'appel à la solidarité nationale et la contribution de partenaires internationaux du Cameroun.

Auparavant, le Chef de l'Etat, S.E.M Pau BIYA a créé au mois de janvier 2017, une Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme en vue de promouvoir l'usage équitable des deux langues officielles (français et anglais), la diversité culturelle et le vivre-ensemble entre toutes les populations du pays. Cette Commission est, depuis plusieurs mois, en train de mener des missions d'écoute des populations à travers les dix régions du Cameroun

Je vous saurais gré, des mesures qu'il vous plaira de faire prendre à l'effet d'informer tous vos membres de cette crise que traverse notre pays et des actions initiées par le Gouvernement pour la juguler

Connaissant votre attachement à l'unité, à la paix, à la prospérité et à la stabilité de notre pays, je vous exhorte à apporter votre contribution, si modeste soit-elle, au Plan d'assistance Humanitaire d'Urgence. Il est à cet égard ouvert auprès de l'Ambassade, une liste de contribution volontaire. Contact : M. TEDIE Joachim, Premier Secrétaire, Tél : +44 31 352 44 24/ ou le 078 333 57 57.

Veuillez agréer, Mesdames/Messieurs, les assurances de ma considération distinguée./-



LÉONARD HENRI BINDZI
Ambassadeur

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
A BERNE



EMBASSY
OF THE REPUBLIC OF CAMEROON
IN BERNE

29, BRUNNADERNRAIN
3006 BERNE SUISSE
TÉL. +41 (0)31 352 47 37 - FAX +41 (0)31 352 47 36
INFO@AMBACAMBERNE.CH

BERNE, THE 06. Juli 2018

COMMUNIQUE

Dear Compatriots,

As you are aware, our country has been facing a crisis in the North-West and South-West Regions since 2016

In this respect, I have the honour to inform you that the Government has just made public an "Emergency Humanitarian Assistance Plan in the North-West and South-West Regions 2018-2019" This plan is the outcome of the Government's analysis of the situation on the ground

The current crisis in the English-speaking regions of Cameroon stemmed from the demands made by English-speaking teachers and lawyers to which the Cameroonian Government has, together with these two professional bodies, provided appropriate solutions some of which went beyond the expectations of the parties of interest.

However, extremists in the Diaspora and their local relays later used these demands as a pretext to implement a sinister secessionist plan. They have, therefore, created a climate of fear and tension by spreading misinformation, hate messages and violence. Ultimately, they have set up armed gangs and perpetuated terrorist acts targeting the school system, the economic fabric of this area, administrative and traditional authorities, the Defence and Security Forces, as well as the civilian population, especially those in the rural areas of both regions.

The terror created by these armed gangs has led to the destruction and burning of about 120 schools, hospitals and basic infrastructure (transmission pylons of telecommunication companies, the abduction and murder of road construction workers, etc.), "Ghost Town" operations have been imposed through intimidation, with immediate consequences on economic activities and household incomes. The activities of some industries in the area (CDC and PAMOL) have been paralysed and their survival threatened. All this has resulted in the displacement of many people within the national territory (about 74 000) and in a neighbouring country (nearly 21 000 refugees). The Defence and Security Forces have been the prime target of terrorists. According to statistics, about 123 attacks had been carried out as at 11 June 2018 resulting in nearly 84 casualties.

The modus operandi of these secessionists consist in taking children out of school and enlisting them into militia groups and engaging in social media calls for violence. Drug consumption and magical and occultist rituals are used to control these child soldiers. They are forced to commit atrocities, rape young girls, and even abuse members of their families. Over the last twelve months, more than one hundred civilians have been killed by these terror-mongers. The latter and their supporters have embarked on a sustained campaign of fear, hatred and violence using various networks. They call for attacks to be launched based on ethnic and

The latter and their supporters have embarked on a sustained campaign of fear, hatred and violence using various networks. They call for attacks to be launched based on ethnic and linguistic lines. This propagandist campaign on the Internet is also fed by "fake news" through which terrorists falsely accuse the Defence and Security Forces of committing atrocities. These false accusations are sometimes relayed by irresponsible and notoriety-seeking politicians, discouraging and deterring people who fled their villages from returning thereto

In the face of this situation created by terrorists and its humanitarian consequences and, aware of its responsibility to protect citizens and their property, the Government took two types of actions.

Firstly, it focused its efforts on restoring security to protect the population and create conditions to enable displaced persons and refugees to return to their usual areas of residence. The efforts are beginning to bear fruits and will be continued Secondly, concerned about the condition of the distressed population, the Government deployed teams to the crisis regions and even beyond, to assess the humanitarian situation and provide urgent, targeted and appropriate humanitarian assistance to these people.

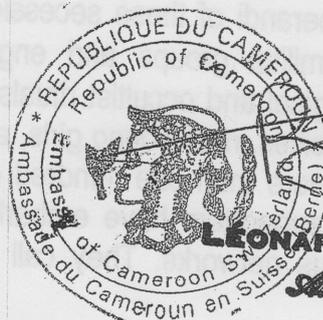
This field work led to the preparation of a document titled "Emergency Humanitarian Assistance Plan in the North-West and South-West Regions 2018-2019". This Emergency Humanitarian Assistance Plan whose budget is estimated at CFAF 12.7 billion (about CHF 22.3 million) seeks to intervene in various areas (health, agro-pastoral, educational, housing and protection of the underprivileged segments of the population) to enable the people affected by the atrocities and, hence, guarantee their peace, security and stability. It will be financed by the State budget, national solidarity and the contribution of Cameroon's international partners.

Earlier in January 2017, the Head of State, H.E. Paul BIYA, established the National Commission for the Promotion of Bilingualism and Multiculturalism in order to promote the equitable use of both official languages (French and English), diversity and living together among the country's entire population For several months now, this Commission has been fielding public-listening missions across the ten regions of the country

I will be grateful if you would take all the necessary measures to inform all your members about this crisis faced by our country and the actions initiated by the Government to address it.

Aware of your commitment to unity, peace, prosperity and stability in our country, I urge you to make your contribution, however modest it may be, to the Emergency Humanitarian Assistance Plan. To that end, a register of voluntary contributions has been opened at the Embassy. Contact: Mr. TEDIE Joachim, First Secretary, Tel.: + 44 31 352 44 24 or 078 333 57 57.

Please accept, Ladies and Gentlemen, the assurances of my highest consideration



LEONARD HENRI BINDZI
Ambassadeur